

Guinée Équatoriale

Nguenda Anya Saturnin Bertrand,
Nzepang Fabrice, Atangana Siméon Serge



Vue d'ensemble

La Guinée équatoriale (EQG) est la seule ancienne colonie espagnole en Afrique subsaharienne (ASS). Le pays est composé d'un continent et de petites îles où se trouve la capitale Malabo.¹ Selon le recensement de la population de 2015, la population est de 1.2 million de personnes.² Le pays est bordé au nord par le Cameroun, à l'est et au sud par le Gabon et à l'ouest par le golfe de Guinée. La EQG est bien dotée en terres arables et en ressources minérales telles que l'or, l'uranium, le diamant, la colombite-tantalite et notamment du pétrole découvert dans les années 1990.³ La densité de la population en EQG était de 46.67 personnes par km² en 2018, selon les chiffres⁴ de la Banque mondiale (BM).

Selon le *Centre for Affordable Housing Finance in Africa Yearbook (2020)*,⁵ la EQG a obtenu en 2018 un score de 1.92 sur 10 sur la base de 60 indicateurs de l'indice de démocratie de l'*Economist Intelligence Unit*. Cet indice classait la EQG 161e sur 167 pays, soit l'un des gouvernements les plus autoritaires au monde.⁶ Ainsi, la protection des associations via des mesures telles que la syndicalisation garantie par la constitution est rarement appliquée, laissant place à la violence et l'intimidation de la part du gouvernement.⁷ En effet, le pays n'a pas bénéficié d'élections libres et équitables depuis l'indépendance et donc d'un transfert de pouvoir pacifique.⁸ Les garanties juridiques sont largement inefficaces étant donné le fonctionnement déficient du système judiciaire et les défenseurs des droits humains sont souvent victimes de répression et se heurtent à des obstacles administratifs les empêchant de s'enregistrer. A ceci s'ajoute la forte corruption qui sévit dans le pays puisque l'indice de perception de la corruption 2018 de *Transparency International* n'est que de 16 points sur 100, avec une moyenne de seulement 18.55 points de 2005 à 2018.⁹ En 2020, la même organisation classe la EQG 174e sur 180 pour le même indice.¹⁰

Sur le plan du climat des affaires, le pays est classé 178e sur 190 dans le rapport *Doing Business 2020* de la BM.¹¹ Son score de liberté économique est de 49.2, ce qui fait de son économie la 163e plus libre de l'indice 2021. Son score global a augmenté de 0.9 point, principalement en raison d'une amélioration de la santé budgétaire. La EQG est classée 41e sur 47 pays de la région de l'ASS et son score global est inférieur aux moyennes régionales et mondiales.¹² Toutefois, le pays a été l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique au cours de la décennie 2005-2015. La EQG est devenue le troisième producteur de pétrole d'ASS, après le Nigeria et

CHIFFRES CLÉS

Principaux centres urbains	Malabo
Taux de change (1er juillet 2021) : 1 USD = [a] 1 \$ PPA = (2020) [b]	553.23 Franc CFA (XAF) 299.16 Franc CFA (XAF)
Population totale (2020) [b] Population urbaine (2020) [b] Taux de croissance démographique (2020) [b] Taux d'urbanisation (2020) [b] PIB par habitant (USD courants) (2020) [b] Pourcentage de la population en dessous du seuil de pauvreté national (2017) [b] Taux de chômage (% de la population active totale, estimation nationale) (2017) [b] Proportion de la population adulte ayant emprunté formellement (2017) [b] Coefficient de Gini (2020) [b] Classement IDH des pays (2019) [c] Score IDH par pays (2019) [c]	1 402 985 1 025 582 3.41% 4.06% US\$7 143 44.0% 6.9% n/a n/a 145 0.59
PIB (USD courants) (2020) [b] Taux de croissance du PIB (2020) [b] Taux d'inflation (2018) [b] Taux d'intérêt débiteur (2018) [b]	US\$10 022 million -8.08% 4.77% 15.00%
Nombre de prêts hypothécaires résidentiels en cours (2014) [d] Valeur des prêts hypothécaires résidentiels en cours (USD) (2014) [d] Taux hypothécaire résidentiel en vigueur Terme [e] LTV maximale sur un prêt hypothécaire résidentiel [d] Ratio des prêts hypothécaires au PIB Nombre de fournisseurs de prêts hypothécaires résidentiels [f] Nombre de prêts de microfinance (2020) [g] Valeur des prêts de microfinance (USD) [d] Nombre de prestataires de microfinance [e]	500 US\$34.03 million 3-12% 20 années n/a 0.34% 15 10 US\$0.16 million 3
Nombre total de propriétés résidentielles avec titre de propriété Nombre de logements formels achevés annuellement [d] Prix de la maison nouvellement construite la moins chère par un promoteur officiel ou entrepreneur dans une zone urbaine en unités monétaires locales [d] Taille de la maison nouvellement construite la moins chère par un développeur officiel ou entrepreneur en milieu urbain [g] Location typique pour la maison nouvellement construite la moins chère (2020) [g] Coût du sac standard de 50 kg de ciment en unités monétaires locales [d] Type de registre des actes : numérique, scanné ou papier (2020) [h] Classement de l'indice Doing Business de la Banque Mondiale (2020) [h] Nombre de procédures d'enregistrement de propriété (2020) [h] Temps d'enregistrement de la propriété (2020) [h] Coût d'enregistrement de la propriété en tant que part du prix de la propriété (2020) [h] Score de l'indice de la qualité de l'administration foncière du DBI de la Banque mondiale (0-30) (2020) [h]	n/a 9 455 40 000 000 XAF 120m ² 90 000 XAF 6 500 XAF (US\$11.75) Papier 178 6 23 jours 12.5% 10.5
Pourcentage de femmes propriétaires d'une maison seules et/ou conjointement Pourcentage de ménages dirigés par une femme Pourcentage de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (2018) [i] Pourcentage de ménages disposant de services d'assainissement de base Pourcentage de ménages avec électricité	n/a n/a 64.90% n/a n/a
Nombre cumulé de décès dus au COVID pour 100 000 au 1er octobre [j] Pourcentage de la population entièrement vaccinée contre le COVID-19 au 1er octobre [k]	10.48 12.4%

NB : Les chiffres sont pour 2021 sauf indication contraire.

[a] Xe.com	[f] Banksaround.com
[b] World Bank World Development Indicators	[g] CCEI Bank Guinée Equatoriale
[c] Human Development Reports, United Nations Development Programme	[h] World Bank Ease of Doing Business Indicators
[d] World Bank publication: Housing-Finance-in-Equatorial-Guinea-Towards-Affordable-Housing-for-All	[i] United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT)
[e] Banco Nacional De Guinée Equatoriale	[j] World Health Organization (WHO)
	[k] Johns Hopkins University Coronavirus Resource Center

l'Angola. Plus récemment, d'importantes réserves de gaz ont également été découvertes. Cependant, la situation macroéconomique et budgétaire du pays s'est détériorée suite à la baisse des prix du pétrole depuis 2014.¹³

La EQG est l'un des pays les plus touchés par la crise de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) qui a débuté en 2014, confronté à un double déficit et à une perte rapide de réserves internationales résultant de la dépendance à l'égard des exportations de pétrole, du manque de tampons suffisants et de la faiblesse des finances publiques.¹⁴ Actuellement, la EQG souffre encore plus du fait des impacts négatifs de la pandémie de la COVID-19 et de la forte baisse des prix mondiaux du pétrole en 2020. L'évaluation des effets de la pandémie reste difficile car

malgré les efforts de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI) pour améliorer la capacité du gouvernement à collecter des données, la capacité statistique reste faible, ce qui entrave les efforts visant à élever le niveau socio-économique de la population en général. Aucune statistique récente sur la pauvreté n'est disponible, bien que la BM déclare que le taux était de 76,8% en 2006.¹⁵ Selon le recensement de la population (2015), il est estimé que 71% de la population totale du pays est urbaine, ce qui élève l'emploi informel urbain (40% du total). Par ailleurs, la faible création d'emplois et la population active qui s'est fortement accrue entre 2011 et 2020 a renforcé le secteur informel et conduit au sous-développement du secteur formel privé.¹⁶

En termes de performance économique, le PIB réel devrait se contracter de 6,1% en 2021 à 3,6% en 2022.¹⁷ Le 21 juillet 2020, sous l'impulsion du Ministère des finances, de l'économie et de la planification et du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de l'environnement, la EQG a officiellement lancé son plan national d'investissement REDD+ (PNIREDD+) dans le cadre de son plan national de développement durable pour 2020-2035, en présence virtuelle (entre autres hauts dignitaires) de l'Ambassadeur de France à Malabo, du Vice-ministre de l'environnement et de la Secrétaire d'État.¹⁸ Ce plan contribue à la réorientation du modèle de développement national du pays vers une voie plus durable, dans laquelle le développement économique et la conservation des ressources naturelles sont des objectifs conciliables, même dans un contexte de défis multiples tels que la longue période de récession que le pays traverse et la pandémie COVID-19.

Accès au financement

Le secteur bancaire est petit et concentré sur cinq banques : *BGFI Bank*, *Commercial Bank of Guinea*, Caisse Commune d'Épargne et d'Investissement de Guinée Équatoriale, *Afriland First Bank* et *Ecobank*.¹⁹ Selon *Trading Economics*, le nombre de succursales de banques commerciales (pour 100 000 adultes) en EQG est de 6,43 banques en 2019 selon les indicateurs de développement de la BM.²⁰ Depuis 2016, le secteur bancaire est fragilisé en raison de l'accumulation de prêts douteux dans un contexte de morosité économique, et d'arriérés de paiement envers les acteurs économiques. Cette cascade d'événements a touché les opérateurs économiques par des effets de contagion. Malgré la libéralisation du secteur bancaire, le coût du financement reste élevé, reflétant le faible degré de concurrence. La plupart des entreprises multinationales du secteur pétrolier et du gaz obtiennent leur financement de sources étrangères. Ainsi la masse monétaire au sens large a diminué de 14,3% en 2017, après un recul de 16% en 2016, soulignant la récession économique. Le crédit à l'économie est également contraint par la conjoncture défavorable.²¹ En ce qui concerne les crédits hypothécaires, leur volume était de FCFA 14,7 milliards (2,54 millions US\$) en 2018, ce qui est relativement faible.²² Depuis 2009, ce niveau s'est montré assez volatil variant en fonction de la conjoncture économique. Les encours des crédits au logement sont très faibles car l'État finance directement tous les acquéreurs à travers le programme de location-vente.²³ Il n'existe pas de banque de l'habitat en EQG et les banques commerciales octroient actuellement très peu de crédits hypothécaires à l'habitat (seulement deux en 2019 pour la Société Générale) puisque la plupart des ménages souhaitant accéder à la propriété ont recours au programme de location-vente de logements publics.²⁴ En plus, il n'existe pas non plus de véritable politique de logement au niveau national. Le crédit est disponible mais les taux d'intérêt sont élevés, allant de 12 à 18% pour les prêts hypothécaires.²⁵ Les prêts hypothécaires existent dans le cadre d'un « *programme de logement social* » où les paiements sont effectués au gouvernement via *CCEI Bank*, une banque commerciale.²⁶ La durée varie et peut dépasser 20 ans. Le non-paiement pendant six mois entraîne la forclusion de la propriété.²⁷ En outre, en dehors des principaux centres urbains de Malabo et de Bata, les populations restent pauvres et n'ont pas accès aux services publics les plus élémentaires, tels que l'eau et l'électricité fiable.²⁸ En effet, une grande partie de la population travaille dans le secteur informel et ne dispose donc pas de preuve de revenus formels, exigée par les banques. Cette population n'est pas éligible et ne peut prétendre aux services de prêts bancaires formels, et est de fait exclue du programme public de logement du gouvernement.²⁹

Malgré que le secteur de la microfinance de la sous-région CEMAC ait connu une croissance significative ces dernières années, celui de la EQG reste très limité. En outre, le rapport *Doing Business 2020* de la BM souligne les difficultés liées à l'étendue des informations disponibles sur le crédit (la EQG obtient un score de

Informalité urbaine

Selon le PNUD, l'informalité prévaut dans le pays, ce qui implique une forte présence d'emplois informels qui génèrent de la fragilité au sein de la population et diminuent sa résilience face aux chocs économiques. Les développements d'infrastructures n'ont pas permis d'améliorer l'accès de la population aux services de base ; les capacités en matière de soins de santé sont limitées, tout comme l'accès des travailleurs informels.

Dans l'analyse du recensement de la population (2015), il est estimé que 71% de la population totale du pays est majoritairement urbaine, en raison de la plus grande concentration de personnes dans les villes de Malabo et Bata. La province avec la plus grande population en zone urbaine est Bioko Norte avec 91% et la plus faible est celle de Centro Sur avec 41%. On note ainsi que l'emploi informel urbain est élevé, selon les estimations du FMI, environ 40% de l'emploi total. Selon le site *Youthpolicy.org*, la BM a estimé en 2010 qu'entre 2011 et 2020, environ 25 000 à 49 000 jeunes entreraient annuellement sur le marché du travail, or l'économie n'était pas en mesure de générer suffisamment d'emplois pour faire face à cette croissance de la population active. Le secteur pétrolier représentant 78% du PIB n'absorbait que 4% de la population active. La construction, l'un des plus gros employeurs de jeunes travailleurs, n'offre que des opportunités à court terme. Cet état a renforcé le secteur informel et conduit au sous-développement du secteur formel privé. Il y a assez de raisons de penser que la situation s'est aggravée avec la chute du prix du pétrole et la pandémie de la COVID-19.

deux sur huit, contre une moyenne subsaharienne de 3,9 et une moyenne de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE) de 6,8).³⁰ Dans ce cas, les scores de crédit des bureaux ou des registres ne sont pas présentés pour aider les banques et les institutions financières à évaluer la solvabilité des emprunteurs lors de l'octroi des prêts. La loi ne permet pas non plus aux emprunteurs d'accéder légitimement à leurs données dans les bureaux de crédit ou dans un registre. Seuls 10,8% des adultes sont couverts par le registre de crédit (ce qui est supérieur à la moyenne de 8,3% de l'Afrique Subsaharienne mais inférieur au score de 24,4% de l'OCDE).³¹ De plus, l'accès au crédit est extrêmement rare pour la grande majorité de la population, car il n'y a pas de couverture par les bureaux de crédit. Lorsque le crédit est disponible, les informations sur le crédit sont rares et peu approfondies.³² En outre, l'accès des étrangers au crédit n'est pas clair.³³

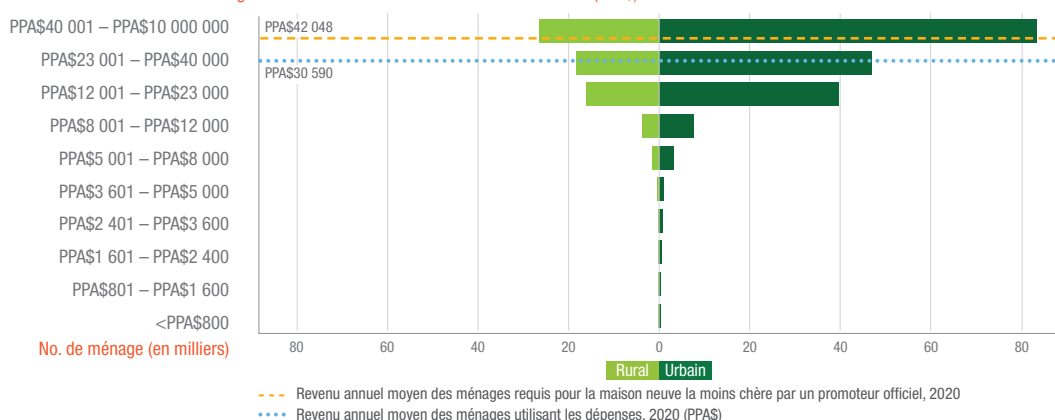
Caractère abordable

L'Etat en EQG a lancé un programme de construction de logements publics (« *viendas sociales* ») au début des années 2000 dans le but de produire 20 000 logements abordables en 10 ans. En septembre 2019, ENPIGE (l'agence publique de gestion immobilière) faisait état de 9 455 logements publics construits sur l'ensemble du territoire en 13 ans.³⁴ La plupart de ces logements sont vendus à travers des contrats de location-vente via le système bancaire,³⁵ une conséquence d'un marché hypothécaire embryonnaire. Ce programme est entièrement dépendant des recettes de l'État et les investissements dans le secteur sont pratiquement à l'arrêt depuis la chute du prix du pétrole en 2014.

Il existe actuellement peu de logements abordables pour les foyers les plus démunis. Plus de 70% des logements publics construits sont des logements de moyen standing, vendus au prix de 40 millions FCFA (72 302 US\$), tandis que les logements les plus économiques, vendus entre 10 et 18 millions FCFA (18 076 et 32 536 US\$), ne représentent que 20% du parc de logements publics.³⁶ Les logements les moins chers disponibles sur le marché formel sont actuellement produits par le gouvernement sous son grand programme de construction et vendus à un prix de 8 millions FCFA (14 460 US\$).³⁷ A ce prix, presque 84% de la population urbaine pourrait s'acheter ce logement selon les taux des crédits hypothécaires du marché (12% pendant 7 ans).³⁸ Ce chiffre présente un taux d'accessibilité beaucoup plus élevé que le reste de la région communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Cependant, seulement 1% des logements produits par l'État sont disponibles à ce faible prix.³⁹ La majorité des logements (70%) sont vendus à un prix de 40 millions FCFA

GUINÉE EQUATORIALE

Profil Annuel de Revenu des Ménages Urbains et Ruraux basé sur leur consommation (PPA\$)



Population:	1 402 985
Taux d'urbanisation:	4.06%
Coût de la maison nouvellement construite la moins chère :	40 000 000 XAF
Prix de la maison PPA\$	PPA\$174 548
Foyers urbains pouvant acheter cette maison avec financement :	45.49%
1 PPA\$ 229.16 Franc CFA	

Source: <https://www.cgidd.com/> (2020)

(72 392 US\$).⁴⁰ Ces logements, aux mêmes taux hypothécaires, ne sont accessibles qu'à 11% de la population urbaine.⁴¹ Par ailleurs, l'acquisition, l'utilisation et la vente des terres sont tous difficilement réalisés et mal réglementés.⁴² Selon *Doing Business 2018* de la BM, six procédures étaient nécessaires pour enregistrer une propriété privée à Malabo en 2017, avec des frais s'élevant à 12.5% de la valeur de la propriété.⁴³

Offre de logement

Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, peu de maisons sont construites et vendues sur le marché immobilier formel. Au contraire, plus de 90% des ménages pratiquent l'auto-construction. Cette tendance s'explique par le faible niveau de production de logements par les promoteurs immobiliers privés et publics et par les coûts élevés des logements neufs, qui restent hors de portée de la majorité de la population de la région.⁴⁴

En EQG, l'État a investi d'importantes ressources pour la construction de plus de 9 000 logements au cours de son programme de construction de logements publics « *viviendas sociales* » tels que chiffrés en 2019.⁴⁵ En effet, la nouvelle richesse apportée par la découverte de pétrole au milieu des années 1990 a entraîné une pression sur le foncier à des fins commerciales, ainsi que sur l'habitat haut de gamme.⁴⁶ Néanmoins, la crise pétrolière a stoppé les investissements publics dans le secteur du logement public « *viviendas sociales* ». ⁴⁷ Il faut donc repenser la restructuration de ces programmes gouvernementaux de location-vente afin d'amortir plus rapidement les investissements publics et de soutenir les programmes de logement. Pour ce faire, plusieurs mécanismes peuvent être déployés simultanément : modifier les accords de location-achat pour accorder des prêts hypothécaires, poursuivre les grands projets de logement en capitalisant sur les investissements du secteur privé et augmenter la production de logements abordables.⁴⁸ Le secteur immobilier étant à l'image de l'économie tout entière, répartie entre un secteur formel pour quelques privilégiés et un secteur informel pour la majorité de la population pauvre,⁴⁹ la majorité des foyers construisent leurs maisons eux-mêmes, le plus souvent sans accompagnement et sans respecter les normes de construction.⁵⁰

Le marché de l'immobilier

La réglementation sur la gestion des terres n'est pas assez développée en EQG. Selon l'indice *Doing Business* de la qualité de l'administration des terres, la EQG est tombée bien en dessous de la moyenne régionale (8.6/30) avec un score de 4/30.⁵¹ Aucune base de données électronique n'est maintenue pour garder une trace des charges ou enregistrer des cartes avec des parcelles spécifiquement définies. Lorsque ces informations sont disponibles, seuls les intéressés et les intermédiaires peuvent les consulter, et ils sont susceptibles de constater que toutes les propriétés ne sont pas formellement enregistrées ni même cartographiées.⁵² De plus, il n'existe pas d'agence indépendante pour vérifier les pièces d'identité, ce qui signifie que les litiges sont très coûteux et inefficaces.⁵³ Il n'existe aucun mécanisme de règlement des différends pour ceux qui s'engagent dans des transactions foncières de bonne foi sur la base d'informations erronées (ce qui est fort probable). En outre, les investisseurs étrangers ne sont pas autorisés à posséder des terres dans le pays. Les femmes sont également

confrontées à des obstacles importants pour exercer leur droit à la propriété foncière.⁵⁴

Politique et législation

Le régime de protection sociale du pays est inefficace. L'assurance logement est quasi absente au profit de l'assurance vieillesse et invalidité, l'assurance contre les accidents du travail, les congés de maladie et de maternité, et même les allocations familiales qui sont fournies par le biais d'un système de répartition et de mécanismes d'imposition et de redistribution de l'État.⁵⁵ Alors que le gouvernement dispose de lois concernant les droits des propriétaires fonciers, le gouvernement peut saisir des terres dans l'intérêt du pays avec très peu, voire aucune procédure régulière via le système judiciaire. Selon le rapport *Doing Business 2020*, l'enregistrement d'une propriété nécessitait six procédures et prenait 23 jours. Le pays a été classé 164e sur 190 pour l'enregistrement de la propriété.⁵⁶

Opportunités

Avec 58% de couvert forestier, la EQG figure parmi les plus riches en biodiversité au monde. Le pays se présente comme jouant un rôle actif dans la conservation écologique. Ses plans ambitieux pour faire progresser le tourisme écologique sont accompagnés de promesses médiatisées de se concentrer sur l'énergie éolienne, solaire et marine, comme annoncé par le Ministère de la Pêche et de l'Environnement et le Ministère des Mines, de l'Industrie et de l'Énergie.⁵⁷ De plus, le gouvernement de la EQG travaille avec des partenaires internationaux, dont la BM et le FMI depuis mars 2014 pour analyser les moyens d'améliorer le climat des affaires.⁵⁸ Le gouvernement a mis en œuvre certaines recommandations, en lançant un guichet unique pour les investisseurs et les entrepreneurs le 14 janvier 2019, et en instituant certaines exonérations fiscales et autres incitations pour attirer les investissements.⁵⁹ D'un autre côté, le pays doit faire un effort pour la sécurisation des contrats, gage de sécurité pour les investisseurs étrangers. Ceci serait source de diversification économique, réduisant la dépendance du pays aux seules ressources pétrolières en chutes depuis 2014.

Données sur le financement du logement

L'accès aux données sur le financement du logement en EQG est un défi, et peu d'informations et de données sont disponibles publiquement ou en ligne. Lorsqu'elles le sont, elles sont généralement très anciennes comme on peut le voir dans le *Equatorial Guinea Data Portal*. De plus, le pays ne dispose pas non plus d'acteurs et de donateurs multilatéraux, dont les activités s'accompagnent souvent de la collecte et de l'analyse de données. Néanmoins, l'ouverture de l'État en matière d'information s'est améliorée, avec l'adoption en 2019 du Système général amélioré de diffusion des données du FMI, qui publie des données macroéconomiques essentielles. Bien que les données qui y figurent soient toujours insuffisantes, elles s'amélioreront avec le temps.

Sites web

National Bank of Equatorial Guinea <http://www.banque.com/en/>
 BEAC <http://beac.int/>
 Numbeo <https://www.numbeo.com/cost-of-living/>
 World Bank <https://www.worldbank.org/en/country/equatorialguinea/overview>
 Statista <https://www.statista.com/statistics/1068861/outstanding-mortgages-africa-by-country/>
 IMF – EQG <https://www.imf.org/en/Countries/GNQ>
 Equatorial Guinea Data Portal
<https://equinea.opendataforafrica.org/sefrosog/financial-access-survey>
 INEGE <https://inege.gq>
 PNUD <https://datapopalliance.org/wp-content/uploads/2021/01/10.-PNUD-GE-COVID-SEIA-English.pdf>

- 1 World Bank. Equatorial Guinea – Overview. <https://www.worldbank.org/en/country/equatorialguinea/overview> (Consulté le 21 août 2021).
- 2 World Bank. Equatorial Guinea – Overview. <https://www.worldbank.org/en/country/equatorialguinea/overview> (Consulté le 21 août 2021).
- 3 World Bank. Equatorial Guinea – Overview. <https://www.worldbank.org/en/country/equatorialguinea/overview> (Consulté le 21 août 2021).
- 4 Trading economics. Equatorial Guinea-Population Density (people Per Sq Km) - 1961-2018 Data | 2021 Forecast. <https://web.archive.org/web/20210826102037/https://tradingeconomics.com/equatorial-guinea/population-density-people-per-sq-km-wb-data.html>. (Consulté le 24 août 2021).
- 5 Centre for Affordable Housing Finance in Africa (2020) Yearbook 2020. https://housingfinanceafrica.org/app/uploads/2021/02/2020_CAHF_YEARBOOK_COMP-2.pdf (Consulté le 21 août 2021).
- 6 Burrows, I. (2019). Which is the world's most democratic country? ABC News. <https://web.archive.org/web/20210824195548/https://www.abc.net.au/news/2019-01-10/democracy-index-economist-intelligence-unit-2018/10703184?nw=0> (consultation 21-Aout-2021).
- 7 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 8 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 9 Amnesty International USA. (s. d.). Equatorial Guinea. Amnesty International USA. <https://www.amnestyusa.org/countries/equatorial-guinea/>
- 10 Equatorial Guinea. United States Department of State. <https://web.archive.org/web/20210826134735/https://www.state.gov/reports/2019-investment-climate-statements/equatorial-guinea/> (Consulté le 26 août 2021).
- 11 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. (Page 4).
- 12 Equatorial Guinea Economy. <https://www.heritage.org/index/country/equatorialguinea> (Consulté le 21 août 2021).
- 13 World Bank. Equatorial Guinea – Overview. <https://www.worldbank.org/en/country/equatorialguinea/overview> (Consulté le 21 août 2021).
- 14 World Bank. Equatorial Guinea – Overview. <https://www.worldbank.org/en/country/equatorialguinea/overview> (Consulté le 21 août 2021).
- 15 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 16 Youthpolicy.org. Equatorial Guinea <https://www.youthpolicy.org/factsheets/country/equatorial-guinea/> (Consulté le 06 septembre 2021).
- 17 Crisis24. EQG, Afrique. <https://crisis24.garda.com/fr/perspectives-renseignements/rapports-nationaux/guinee-equatoriale> (Consulté le 19 août 2021).
- 18 La Guinée équatoriale lance son plan national d'investissement REDD+. cafi. <https://www1.undp.org/content/cafi/fr/home/all-news/eg-launches-redd-investment-plan.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 19 EQG Data Portal. Financial Access Survey. <https://equinea.opendataforafrica.org/sefrosog/financial-access-survey> (Consulté le 26 août 2021).
- 20 Trading economics. Equatorial Guinea - Commercial Bank Branches (per 100,000 Adults)-2001-2019 Data | 2021 Forecast. <https://tradingeconomics.com/equatorial-guinea/commercial-bank-branches-per-100-000-adults-wb-data.html> (Consulté le 24 août 2021).
- 21 AFD. (2018). République de Guinée équatoriale. Document de stratégie pays 2018 - 2022. African Development Bank Group. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Boards-Documents/GUINEE_EQUATORIALE_-_DSP_2018-2022.pdf (Pages 4 et 5).
- 22 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 25.
- 23 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 25.
- 24 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. (page 26).
- 25 Equatorial Guinea. United States Department of State. <https://web.archive.org/web/20210826134735/https://www.state.gov/reports/2019-investment-climate-statements/equatorial-guinea/> (Consulté le 26 août 2021).
- 26 Equatorial Guinea. United States Department of State. <https://web.archive.org/web/20210826134735/https://www.state.gov/reports/2019-investment-climate-statements/equatorial-guinea/> (Consulté le 26 août 2021).
- 27 Equatorial Guinea. United States Department of State. <https://web.archive.org/web/20210826134735/https://www.state.gov/reports/2019-investment-climate-statements/equatorial-guinea/> (Consulté le 26 août 2021).
- 28 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 29 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 31.
- 30 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 4.
- 31 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 4.
- 32 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 33 Equatorial Guinea. United States Department of State. <https://web.archive.org/web/20210826134735/https://www.state.gov/reports/2019-investment-climate-statements/equatorial-guinea/> (Consulté le 26 août 2021).
- 34 World Bank. (2020). Le financement du logement en Guinée Équatoriale. Vers un logement abordable pour tous. World Bank. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/506951590985328011/pdf/Housing-Finance-in-Equatorial-Guinea-Towards-Affordable-Housing-for-All.pdf> (Page 9)
- 35 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 25.
- 36 World Bank. (2020). Le financement du logement en Guinée Équatoriale. Vers un logement abordable pour tous. World Bank. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/506951590985328011/pdf/Housing-Finance-in-Equatorial-Guinea-Towards-Affordable-Housing-for-All.pdf> (Page 9)
- 37 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 27.
- 38 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 27.
- 39 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 27.
- 40 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 27.
- 41 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 27.
- 42 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 43 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 44 World Bank. (2020). Housing Finance in the CEMAC Region. Current Status, Opportunities, and a Way Forward for Affordable Housing. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33835/Current-Status-Opportunities-and-a-Way-Forward-for-Affordable-Housing.pdf?sequence=1&isAllowed=y>. Pg. 26.
- 45 World Bank. (2020). Housing Finance in the CEMAC Region. Current Status, Opportunities, and a Way Forward for Affordable Housing. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33835/Current-Status-Opportunities-and-a-Way-Forward-for-Affordable-Housing.pdf?sequence=1&isAllowed=y>. Pg. 81.
- 46 Equatorial Guinea. Amnesty International USA. <https://www.amnestyusa.org/countries/equatorial-guinea/> (Consulté le 26 août 2021).
- 47 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 11.
- 48 World Bank. (2020). Housing Finance in the CEMAC Region. Current Status, Opportunities, and a Way Forward for Affordable Housing. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33835/Current-Status-Opportunities-and-a-Way-Forward-for-Affordable-Housing.pdf?sequence=1&isAllowed=y>. Pg. 81.
- 49 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 50 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 33.
- 51 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 52 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 53 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 54 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 55 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 56 World Bank. (2020). GNQ doing business. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/e/equatorial-guinea/GNQ.pdf>. Pg. 4.
- 57 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 58 BTI 2020 Equatorial Guinea Country Report. <https://web.archive.org/web/20210127025640/https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GNQ-2020.html> (Consulté le 26 août 2021).
- 59 (S. d.). Equatorial Guinea. United States Department of State. <https://web.archive.org/web/20210826134735/https://www.state.gov/reports/2019-investment-climate-statements/equatorial-guinea/> (Consulté le 26 août 2021).